

Les algériens contre le gaz de schiste : Des mesures autoritaires sont-elles envisageables ?

Par [Nordine Grim](#) - 29 janvier 2020 / 9 :34

Algérie Eco <https://www.algerie-eco.com/>



Après les passages en force de la loi sur les hydrocarbures et de l'élection présidentielle, le pouvoir poursuit sa feuille de route en donnant, par la voix du président issu du très controversé scrutin du 12 décembre 2019, feu vert à l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, tout semble donc ficelé pour octroyer aux firmes américaines (Exon Mobile, Chevron, Andarko etc.) et française (Total) déjà choisies, les sites à exploiter dans certaines localités du sud, parmi lesquelles, In Salah, Berkine et Adrar qui regorgent de gaz de schiste.

Ces concessions sont une véritable aubaine pour les américains dont les gisements d'hydrocarbures non conventionnels commencent à montrer des signes de déclin, mais aussi, pour les français, auxquels la législation en vigueur interdit l'exploitation de gaz de schiste sur leur territoire.

Compte tenu des graves nuisances que ce type d'extraction est susceptible d'apporter à la santé humaine et à l'environnement, l'autorisation à peine voilée qu'Abdelmadjid Tebboune vient d'accorder à l'industrie du gaz de schiste, a vraiment de quoi inquiéter les algériens dans leur ensemble mais, sans doute encore plus, les populations des localités concernées.

Ces dernières ont en effet de bonnes raisons de s'inquiéter des dégâts irréversibles que cette technique d'extraction extrêmement polluante et, non encore bien maîtrisée, peut causer, non seulement, au bien être des autochtones, mais aussi et surtout, à leur très fragile environnement.

Ils craignent tout particulièrement pour la nappe albiennaise qui pourrait subir des dégâts irréversibles en raison des quantités impressionnantes de produits chimiques hautement toxiques, qu'il faut injecter à plusieurs kilomètres de profondeur pour déloger les hydrocarbures qui logent dans les cavités des roches souterraines. Les populations concernées ont très vite compris le danger qu'ils encourent et entamé dès 2015 à In Salah, une manifestation non stop de plusieurs mois pour bloquer le premier chantier de prospection de gaz de schiste que venait d'entamer la firme américaine Haliburton.

Cette dernière a dû abandonner le forage mais avec la promesse d'y revenir. Les citoyens de la région ont mémorisé cette menace et repris en conséquence les manifestations justes après les propos favorables au gaz de schiste, prononcés par d'Abdelmadjid Tebboune au cours d'une conférence de presse.

Incapables d'envisager l'avenir de l'Algérie autrement qu'avec le commerce d'hydrocarbures, les autorités algériennes n'ont pour seule préoccupation que celle de substituer au pétrole et au gaz conventionnels en voie d'épuisement, une autre source qui se trouve dans les poches des schistes.

Pour ce faire, elles tiennent absolument à ce que les premières extractions commencent en 2022 au plus tard, pour compenser les chutes de production enregistrées dans les traditionnels gisements de Hassi R'mel, Ahnet, Berkine et autres. Elles feignent d'ignorer que l'extraction non conventionnelle requière des techniques et des moyens que seuls les américains, et dans une moindre mesure, les français, possèdent.

La maîtrise des forages et des injections de liquides destinés aux fracturations des roches souterraines, est en effet très délicate. Une extraction mal maîtrisée peut effectivement dégénérer en catastrophe écologique majeure que l'Algérie n'a pas les moyens de réparer.

Les techniques d'extraction assurant une sécurité totale aux forages étant sur le point de connaître une véritable révolution, ne serait-il pas plus judicieux, d'attendre encore quelques années avant de se lancer dans cette périlleuse aventure de l'extraction non conventionnelle d'hydrocarbures.

Méprisant comme à son habitude à l'égard du peuple qui manifeste sa totale désapprobation à l'égard des hydrocarbures non conventionnels, le régime politique algérien, aujourd'hui incarné par Abdelmadjid Tebboune, vient de mettre officiellement le cap sur l'extraction de gaz de schiste qui représente à ses yeux un « cadeau de Dieu », autrement dit, une manne financière providentielle. Les convoitises personnelles sur de juteuses commissions à tirer de contrats sans doute déjà octroyés à des firmes bien précises, ont emballé certains les cercles de décisions, qui s'emploient à faire avaler la pilule de l'exploitation de gaz de schistes, dans des contrées bien ciblées du sud.

D'aucuns se demandent à juste titre, pourquoi les autorités algériennes ne mettent pas autant de verve à défendre et promouvoir les énergies renouvelables, au premier rang desquelles le grand projet Désertec qu'elles ont, on ne sait pour quelles raisons, abandonné aux marocains. L'Algérie déteint pourtant le plus grand potentiel d'ensoleillement au monde. Elle regorge également d'autres énergies renouvelables comme le vent, l'hydrothermie et autres.

Devenue depuis quelques temps, le hirak a fait du rejet de l'exploitation de gaz de schiste, une de ses revendications centrales. La publicité faite aux hydrocarbures non conventionnels a de ce fait beaucoup de moins de chances de passer auprès de l'opinion publique. Même si ce ne sont que les populations du Sud qui risquent de pâtir de ce type d'extraction, l'unité nationale retrouvée à la faveur de la révolution du 22 février 2019 est de nature à susciter la solidarité de toutes les régions du pays. Un forçage du pouvoir est-il envisageable ? Sans doute possible au regard de son caractère autoritaire, mais tout de même risqué pour la paix sociale notamment dans les contrées du sud.

Les manifestations locales contre les forages de gaz de schiste pourraient en effet se multiplier et, sans doute renforcées, par des citoyens venus d'autres localités du pays. C'est, nous apprend-on, ce qui est arrivé vendredi dernier à In Salah, avec l'arrivée de manifestants venus d'autres contrées pour soutenir les familles sorties protester contre un éventuel retour des américains sur le chantier d'Ahnet.

Si ces pratiques venaient à se généraliser à toutes les localités concernées, il est à craindre que les forces de l'ordre ne soient pas en mesure d'entraver ces manifestations, qui de surcroît, bénéficieront de l'appui du hirak et de la sympathie de tous les écologistes du monde.